

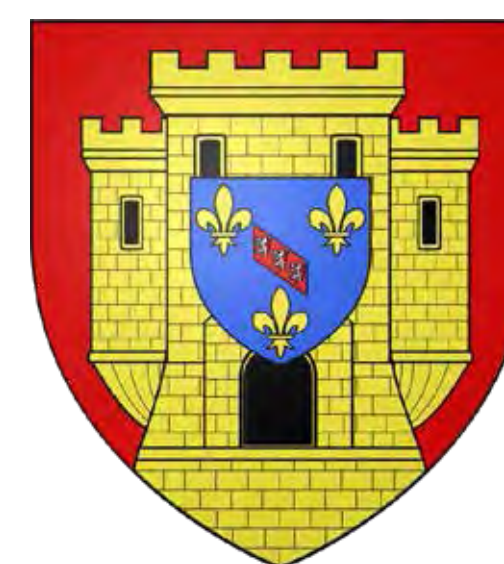


Commémorations du Centenaire de la Grande Guerre

LES ÉTAMPOIS ET 1918 : UNE VICTOIRE AU GOÛT AMER

Une exposition des Archives municipales d'Étampes
En partenariat avec l'association AAEE

ÉTAMPES – Ville de Mémoire



LE MONDE D'AVANT 1914

La ville a connu différentes occupations étrangères au cours de son histoire, dont celle des Prussiens pendant la guerre de 1870-1871. Prise sans résistance, la ville est alors proche de la ligne de front : l'on se bat à Toury, Pussay et Courpain, en Eure-et-Loir et dans la région d'Orléans. Le bilan de cette guerre est inégalement ressenti en fonction des strates de la société étampoise : agriculteurs et maraîchers en sont les victimes principales, tandis que le chômage né des événements éprouve la population ouvrière. En revanche, élites locales et moyenne bourgeoisie ne souffrent pas beaucoup de la présence allemande. Les traitements des salariés de l'État, du département et de la commune sont maintenus. Dès le départ des Prussiens, une souscription est lancée en vue d'ériger un monument commémoratif dans le cimetière Notre-Dame, à l'emplacement où reposent les soldats français décédés dans la ville. Il est inauguré le 11 août 1872.

Pour ce qui est de la prise en compte des événements internationaux, de la place qui doit être celle de la France dans le monde, et de la rivalité du pays avec son voisin germanique, les principaux organes de presse de la région d'Étampes épousent les phases de détente et de tension reconnues depuis longtemps par les historiens de la politique étrangère et des relations franco-allemandes. À ce titre, *L'Abeille d'Étampes* et *Le Réveil* s'effrayent tout d'abord, entre 1871 et 1890, d'une France isolée face à l'hégémonie allemande sur le continent. Puis, entre 1890 et 1914, les journaux se félicitent d'une forme de puissance retrouvée par la mère patrie, laquelle s'exprime en premier lieu dans ses succès coloniaux (1890-1904), puis dans son aptitude à tenir bon contre le choc des impérialismes (1905-1911), et enfin dans sa pratique de l'union sacrée face à une guerre qui semble de plus en plus inéluctable (1911-1914).



UNE GUERRE LONGUE

Pendant l'été 1914, rares sont ceux qui pensent à une guerre longue. Avec un peu de chance, les mobilisés seront de retour avant la fin de l'année. En septembre 1915, l'espoir est encore de mise : le Conseil municipal adresse au général Joffre, généralissime des armées de la République française, « à l'occasion des glorieuses journées des 25 et 26 septembre, en Artois et en Champagne, prémices de la victoire finale, l'hommage de sa profonde reconnaissance et l'expression de ses sentiments les plus enthousiastes ». Plusieurs signes montrent toutefois qu'une forme d'inquiétude se fait jour : la guerre apparaît interminable ! Le 24 décembre 1915 — date symbolique s'il en est — sont déposés en sous-préfecture les statuts d'une association destinée à venir en aide aux mutilés de terre et de mer, qui ont ou auront leur résidence dans l'arrondissement d'Étampes.



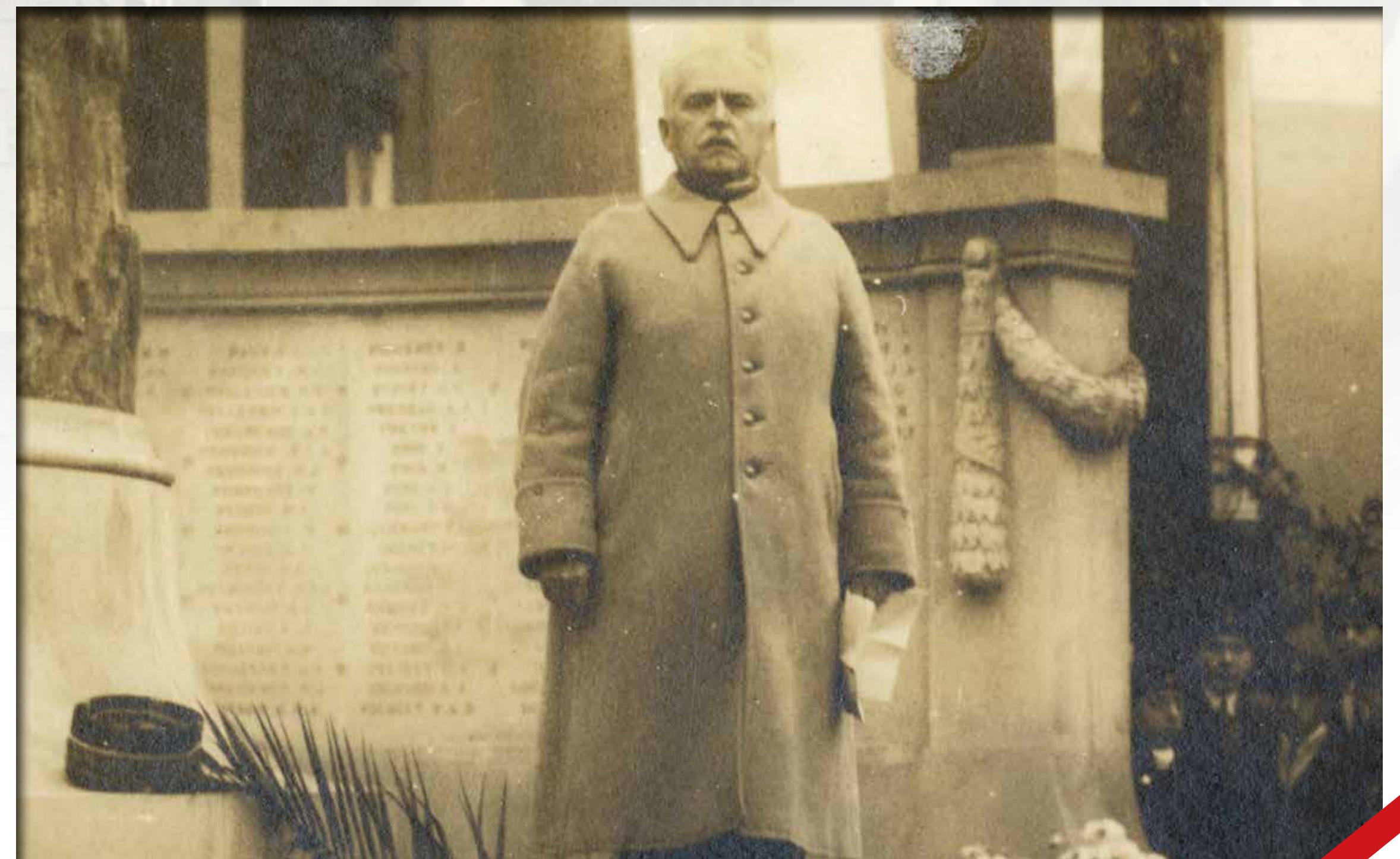
Les discours enthousiastes et enflammés devant le Conseil municipal réapparaissent seulement à l'été 1918, quand se précise la perspective d'une victoire définitive. Le 6 août, le maire Bouilloux-Lafont exprime au nom de la ville « sa reconnaissante admiration à l'égard des vaillants chefs et soldats de l'armée française, unis à nos intrépides alliés ». La signature de l'Armistice, trois mois plus tard, couronne enfin « les efforts sublimes des héroïques poilus et de leurs chefs ». Bouilloux-Lafont salue « l'écroulement de l'impérialisme allemand, le massacre des têtes couronnées », le retour à la mère patrie de l'Alsace-Lorraine, le Rhin redevenu un fleuve français. Il s'incline aussi « devant ceux du front et ceux qui à l'arrière ont coopéré à l'édification de l'œuvre gigantesque ». Le maire, cependant, se veut lucide : « Ce serait une folie que de croire que, les hostilités étant terminées, nous allons, comme par enchantement, retrouver la situation d'avant-guerre. »



L'HOMMAGE RENDU

Comme dans toutes les communes de France, le monument aux morts de la Grande Guerre nous rappelle le coût de la victoire. À Étampes, il porte le nom de plus de 400 soldats tombés au champ d'honneur. Soit la perte d'un habitant sur vingt, ponction énorme, traumatisme sans précédent à l'époque moderne. Presque toutes les familles ont été touchées par un deuil ou plusieurs, sans compter les blessures, les mutilations... Quant à la ville dans son ensemble, elle subit la disparition d'une partie importante de ses forces vives, de ceux qui la faisaient vivre et incarnaient l'avenir. Les Archives municipales conservent les télégrammes envoyés, jour après jour, par l'autorité militaire, afin d'annoncer aux familles le décès pour la France de l'un des leurs. Le premier mort de cette longue liste de télégrammes est Armand Émile Barré, du 85e Régiment d'Infanterie, disparu au combat à Eich (Moselle) le 19 août 1914.

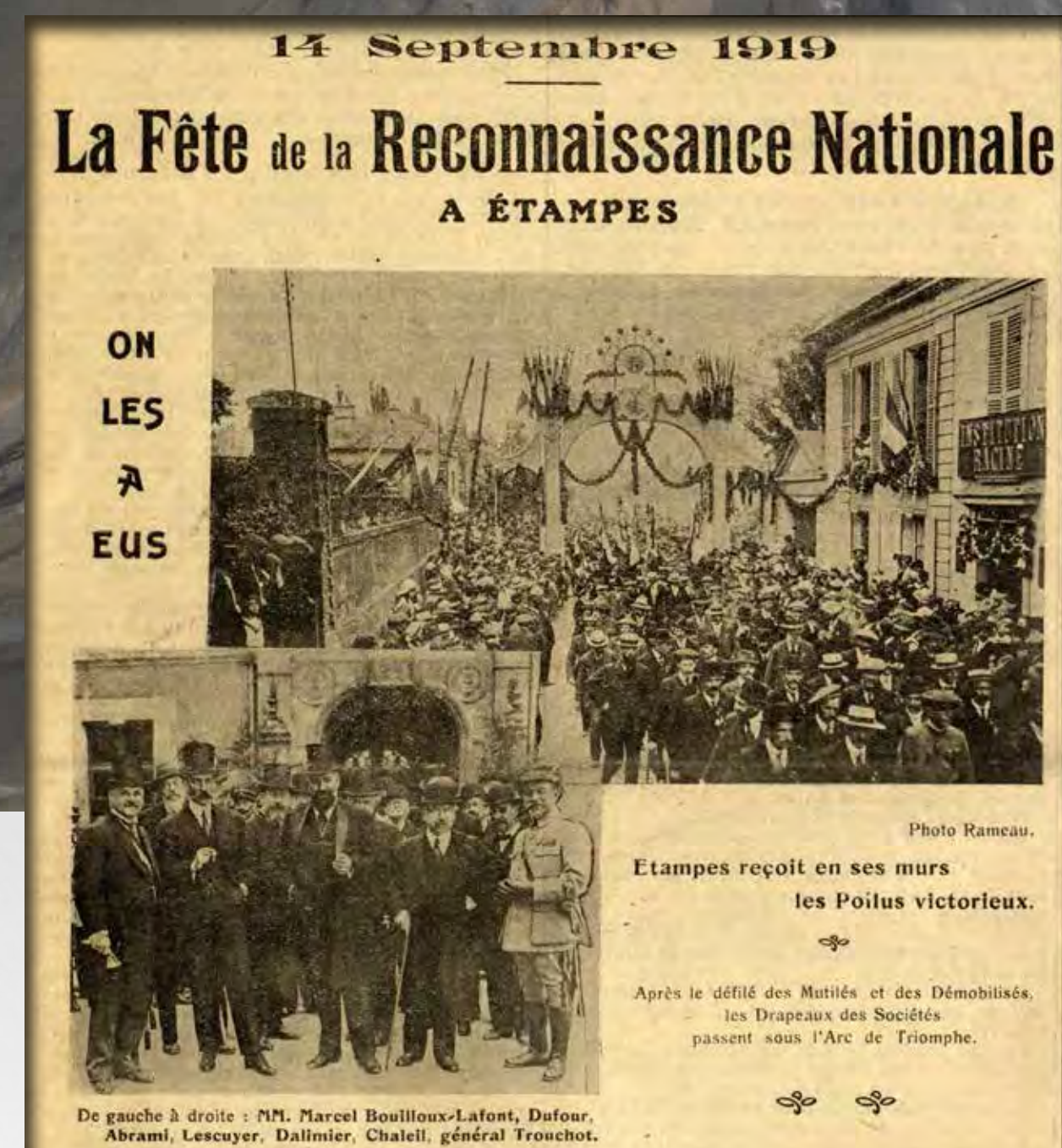
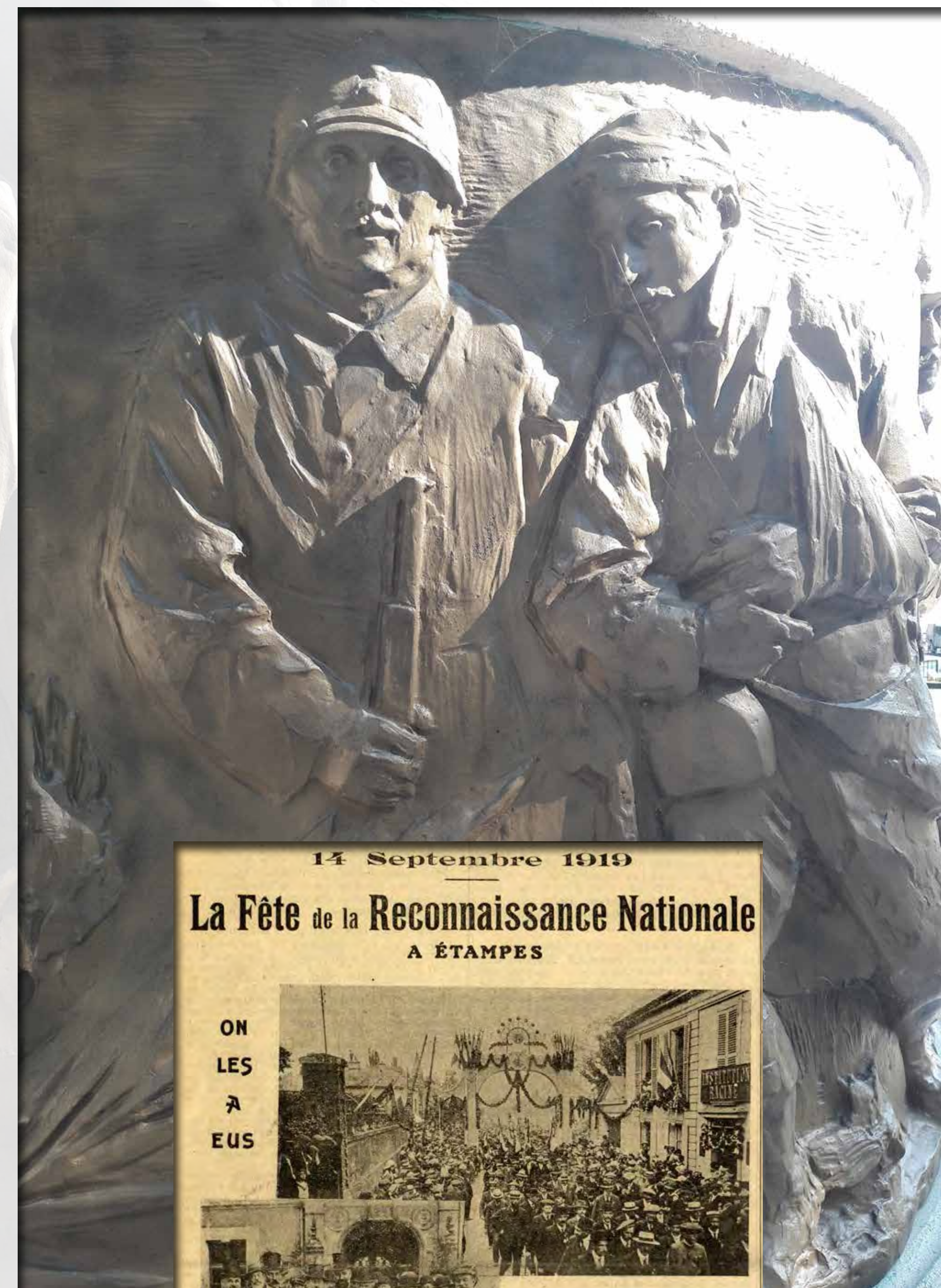
Dès le mois de mai 1915, le second adjoint Émile Léauté estime qu'il faut honorer « les enfants d'Étampes tombés pour la gloire de la France, [...] perpétuer leur souvenir aussi noblement qu'ils nous ont sacrifié leur jeunesse et leurs espérances ». Dans l'immédiat, leurs noms seront peints sur des tableaux d'honneur apposés au bas et en face du grand escalier de l'Hôtel de Ville, selon une maquette de François Félix, élève de l'École des Beaux-Arts, que le peintre Perrot exécutera. En septembre 1919, Marcel Bouilloux-Lafont propose de convertir la pointe de Dourdan en square du Souvenir. Il faut attendre le 31 mai 1921 pour que soit ouvert le concours relatif au choix du monument. Après quelques débats houleux, les élus locaux se prononcent pour le projet de Félix Benneteau, premier prix de Rome. L'inauguration solennelle du monument a lieu le 7 décembre 1924, en présence du général Nollet, ministre de la Guerre.



QUATRE LÉGIONS D'HONNEUR

Le 14 septembre 1919, la ville d'Étampes célèbre une grande « fête de la Victoire », cérémonie de Reconnaissance nationale à laquelle assistent notamment Léon Abrami, sous-secrétaire d'État à la Guerre, et le général Adolphe Guillaumat, Gouverneur militaire de Paris. La date choisie correspond au cinquième anniversaire de la fin de la bataille de la Marne. À la faveur de cette cérémonie, un Livre d'or est déposé aux Archives de la ville, « pour y être précieusement et glorieusement conservé en témoignage de reconnaissance de la génération qui a vu ou fait la Grande Guerre, et en exemple aux générations à venir ». Il contient les citations à l'ordre du jour pour hauts faits de guerre des enfants et habitants d'Étampes. Le Livre sera déclaré clos le 7 décembre 1924. Parmi les combattants ainsi distingués figurent ceux auxquels la Légion d'honneur a été remise à titre militaire. Ils sont au nombre de quatre, dont un seul a survécu à l'enfer des combats : le sous-lieutenant Maurice Dormann, directeur du journal *Le Réveil*, et très grièvement blessé à Douaumont.

Trois soldats sont distingués à titre posthume : Cyprien Narcisse Fayolle était sous-lieutenant au 31^e RI : « officier d'une bravoure à toute épreuve, mort au champ d'honneur à l'attaque du 24 octobre 1916, tandis qu'avec une grande bravoure il maintenait sa section de mitrailleuses sous un feu violent d'artillerie dans une tranchée bouleversée ». Charles Pleyzes était capitaine au 69^e RI : « officier d'une haute valeur morale, d'un courage et d'un allant remarquable. A été tué le 26 août 1914 à la tête de sa compagnie qu'il a entraînée dans un élan splendide à l'attaque d'une position ennemie extrêmement forte, sous un bombardement intense d'artillerie lourde et le feu de nombreuses mitrailleuses ». Enfin, Pierre Louis Grenier, chef de bataillon au 4^e Bataillon territorial de chasseurs à pied, « officier supérieur d'une haute valeur morale, mort pour la France dans l'accomplissement de son devoir, le 19 mai 1916 ».



LES ÉTAMPOIS PRISONNIERS EN ALLEMAGNE

Parmi les victimes de la Grande Guerre, la postérité a opéré un tri, en réservant l'honneur le plus insigne aux soldats qui perdirent la vie sur le champ de bataille, mais aussi aux grands blessés, dont la présence visible rappelait à tous l'horreur des combats et le prix de la victoire. Un autre groupe de poilus, qui ne portait pas dans sa chair le signe visible de ses souffrances, a longtemps été oublié, voire méprisé : celui des prisonniers de guerre. Or, la capture et l'internement en Allemagne touchèrent près de 120 militaires étampoises, chiffre considérable, surtout en tenant compte du désarroi de leurs familles. Parmi ces prisonniers, généralement âgés de moins de 30 ans, l'on recense très peu de représentants des catégories intellectuelles ou libérales : leur sociologie est celle des travailleurs de l'agriculture et de l'artisanat, à l'image d'ailleurs de celle des mobilisés dans leur ensemble. Le retour à la vie civile de ces soldats prisonniers n'a pas été de tout repos : rapatriés à la charnière de 1918 et 1919, certains (ils sont 9) ont trouvé un nouvel emploi à la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

En Allemagne, leur vie en captivité était — au moins en théorie — détaillée et régie par le droit coutumier sur la guerre (conventions de La Haye et de Genève). Presque tous connurent 2 à 3 camps différents, le déplacement des prisonniers étant monnaie courante. Le gros des prisonniers fut installé en Saxe et en Bavière, c'est-à-dire loin de la zone des combats. Les témoignages des Étampoises font état de la nourriture infecte, du couchage rudimentaire, des corvées hors du camp, de la brutalité des gardes, et de l'omniprésence des poux. Mais aussi de la qualité des soins prodigués aux prisonniers malades, de l'abnégation des médecins, du respect des colis adressés aux internés, et des efforts faits par les Allemands pour construire des baraques mieux adaptées. Si presque tous les soldats de notre ville sont rentrés de captivité, cinq d'entre eux sont morts outre-Rhin : Armand André Héron, Maxime Alexis Hilaire, Henri Alfred Lavanne, Albert Péron et Albert Jean Souque.

Liste Nominative des habitants d'Étampes actuellement Prisonniers de Guerre

Noms et Prénoms	Grade et Adresses des prisonniers
Lancher Charles	soldat au 368 ^e d'Infanterie 2 ^e Compagnie 12 Bat. 3 Groupes 110-3 Detachement N° 4044 Camp (all.) Camp N° 66 Camp de Göttingen Province de Hanovre
Lugis Louis	72 ^e régiment d'Infanterie 4 ^e Compagnie Baraque 20. N° 47.744 Camp des prisonniers Meckeln (Allemagne)
Louget Charles	10 ^e Compagnie Baraque 39 Gefangenen Lager Suchbun Barjeun Allemagne
Pozet Fernand	Sergent au 2 ^e Chasseurs à pied Camp Gustrow Mecklenburg
Lameth Henri	Soldat au 242 ^e de ligne Infanterie Camp de Göttingen Baraque 68 Province de Hanovre
Longeville Maurice	au 5 ^e Bataillon de chasseurs à pied 2 ^e Comp. a Gruppen Weingarten Platz Heuberg Grand Duché de Bade
Lamatre Maurice	Frangier François interne Hôpital Immortal Zweibrücken Bataillon de chasseurs à pied Baraque 4 Oberland Pforzheim C. Weiss. Kriegsgefangenenlager Amberg - O. (Bav.) (Bav.)
Saillard René	4 ^e d'Infanterie Detachement N° 525 Camp des prisonniers de guerre Zaramstadt Allemagne prisonniers de guerre, 16 ^e compagnie Detachement 2430 Camp des Prisonniers de guerre Zaramstadt Allemagne

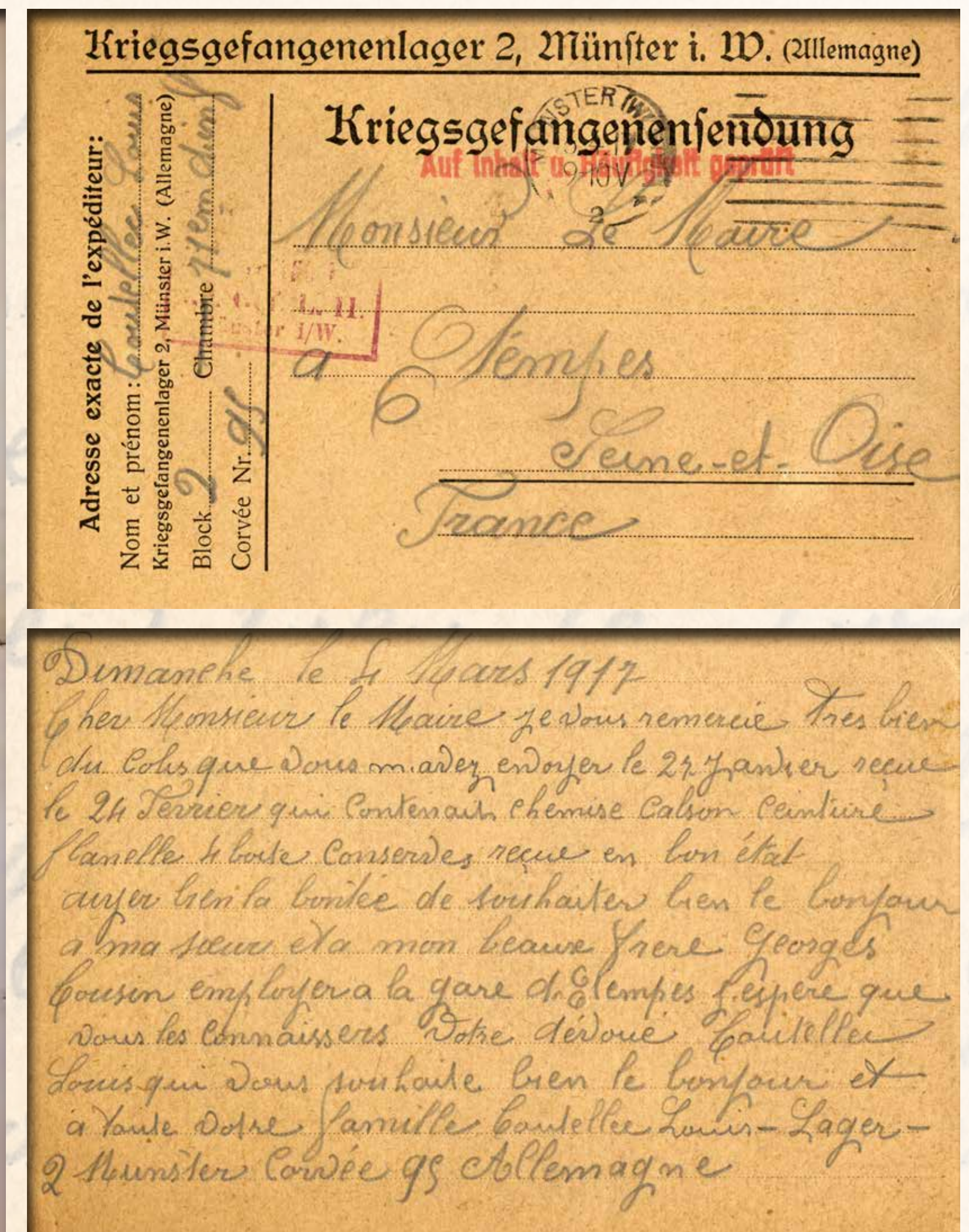


Ankunft kriegsgefangener Franzosen

DEVOIR D'ASSISTANCE

Dès le déclenchement des hostilités, la Ville d'Étampes s'engage à soutenir les siens qui sont mobilisés, mais aussi leurs familles ainsi que les victimes d'autres régions. Concernant ces derniers, l'aide prend diverses formes. En avril 1917, Étampes accueille une centaine de réfugiés de l'Aisne, et Marcel Bouilloux-Lafont offre à titre personnel 10 000 F pour la création de dix bourses et trousseaux de pensionnaires au collège, destinés aux orphelins de guerre. L'effort ne cesse pas avec l'Armistice : en 1919, le Conseil municipal vote des subventions en faveur du Comité national pour l'érection d'un monument aux instituteurs français tombés au champ d'honneur, de l'Œuvre des pupilles de Seine-et-Oise, de la Société des mutilés et réformés et veuves de guerre de l'arrondissement, des Pupilles de l'École, de l'Aisne dévastée, de la Somme dévastée... En novembre 1917, le Bureau de bienfaisance décide toutefois de supprimer toute allocation aux parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école !

L'aide aux militaires étampois, à leurs femmes et à leurs enfants, figure parmi les priorités des élus. De nombreux colis sont envoyés aux soldats du front. Pendant la seule période d'octobre 1914 à mars 1915, l'on relève un total de 606 paquets comprenant des vivres, des couvertures, du tabac et des allumettes, mais aussi 112 peaux de mouton travaillées en chapes et 20 kg de laine pour la confection de chaussettes. En janvier 1921, sur proposition de Maurice Dormann, la Ville fera l'avance des frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques engagés par ceux de ses habitants mutilés ou réformés du fait de la guerre. Notons aussi que pendant toute la durée du conflit, la commune a supporté les frais d'inhumation (au cimetière Notre-Dame) des militaires même étrangers morts à Étampes.

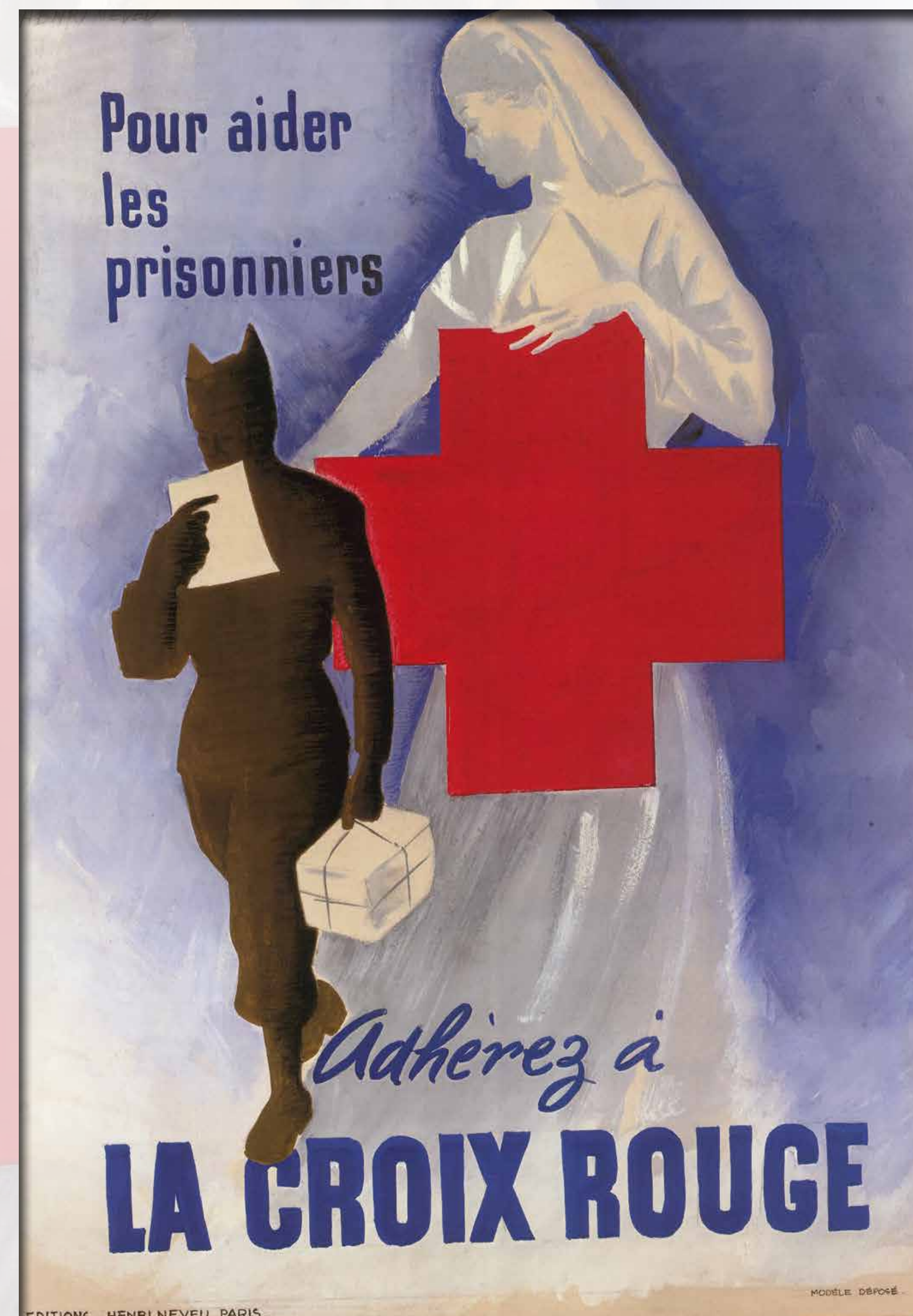


L'AIDE AUX SOLDATS ET À LEURS FAMILLES



L'assistance aux concitoyens prisonniers en Allemagne s'est avérée particulièrement nécessaire et difficile. Les Archives municipales conservent de précieuses listes sur 109 d'entre eux. En mars 1915, les élus de la ville choisissent de subventionner le Comité du vêtement du prisonnier de guerre, rattaché à la Croix-Rouge, dont l'un des rôles consiste à faire confectionner et acheminer aux intéressés des flanelles, chemises et chaussettes. De plus, grâce aux quêtes effectuées par madame Stevens dans son cinéma, il est possible d'adresser dès mai 1915 du pain aux Étampois détenus outre-Rhin. En décembre 1916, la municipalité réunit 3000 F pour envoyer à chacun de ces prisonniers — qui sont alors 90 — un colis de vêtements chauds et quelques provisions. Une aide gouvernementale permet également d'acheminer chaque mois 52 kg de « biscuits de guerre » aux soldats du canton détenus par l'ennemi.

La question de l'allocation aux familles de mobilisés suscite de nombreuses réclamations, et la commission municipale qui statue sur les demandes confesse sa presque-impuissance : elle « ne peut que se rapporter, sans aucun contrôle sérieux, aux déclarations des voisins ou des intéressés pour établir la situation de ces derniers. [...] L'allocation devrait avoir non pas le caractère d'un secours ou d'une aumône toujours un peu humiliant ou en tout cas déprimant, mais celui d'un prêt sur l'honneur, auquel l'ouvrier et le travailleur peuvent prétendre avoir droit au même titre que tous autres ». Le 18 mars 1919, un don anonyme de 2020 F permet de verser une aide substantielle aux mères, veuves et enfants « nécessiteux » des combattants d'Étampes tombés pour la France : 49 enfants sont concernés.



SUBSISTANCES ET VIE CHÈRE

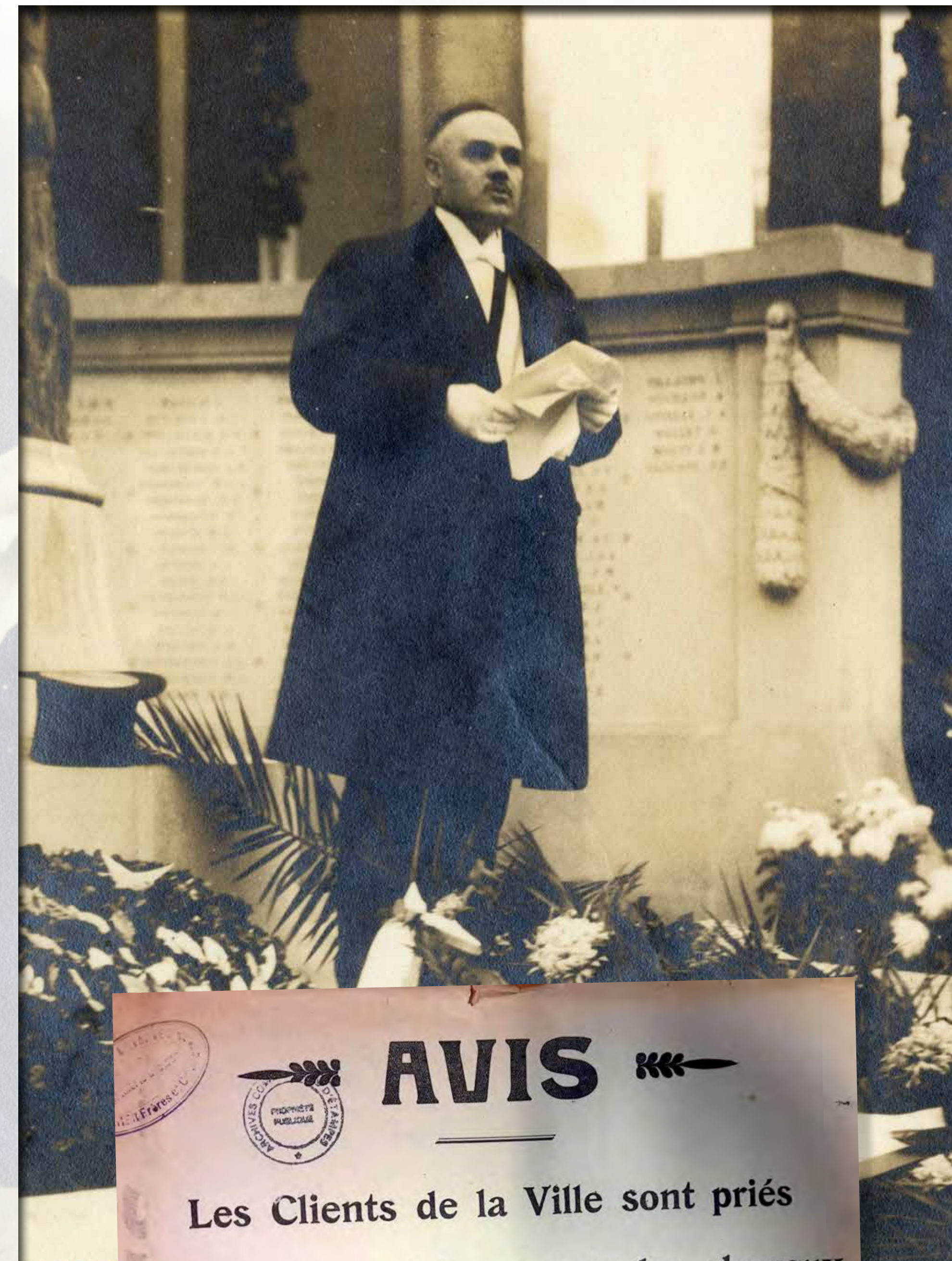
Avec les événements de l'été 14 se réveille s'angoisse du ravitaillement, la peur du pain qui pourrait venir à manquer, le souvenir de la défaite de 1870 et de l'occupation prussienne si rapidement survenue, avec ses réquisitions et ses saisies. Il est vrai que la diffusion des denrées alimentaires ne subira pas les mêmes contraintes et les mêmes impasses que pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais le prix de ces denrées s'envolera avant la fin de 1914, et les conséquences de la hausse seront toujours perceptibles en 1919, surtout pour les familles modestes. Enfin, la nourriture n'est pas tout : dès l'hiver de 1914-1918, Étampes subira les effets du manque de combustible pour se chauffer. Durant les premières semaines de guerre, les élus observent que les recettes de l'octroi et des droits de places sur les marchés sont les plus faibles depuis la guerre de 1870-1871, ce qui traduit une certaine paralysie de la consommation. Deux ans plus tard, en 1916, le pessimisme s'installe ; Étampes s'enfonce dans la crise : « la guerre qui dure depuis dix-sept mois a désorganisé la vie civile, la vie commerciale et la vie industrielle où l'octroi puisait ses ressources. L'absence de la population travailleuse qui est mobilisée et que ne compensent pas pourtant les divers contingents militaires cantonnés dans le rayon assujetti ; la cherté de la vie actuelle et l'application de mesures restrictives d'impositions [...] n'ont fait qu'accentuer la mauvaise tenue des recettes ».

Si un Comité d'action agricole, chargé d'organiser d'une façon générale le travail dans ce secteur et d'assurer la culture de toutes les terres, se constitue en 1915, le 29 mars 1916 voit la création par la Ville d'un magasin d'alimentation dont la raison d'être est de lutter contre la cherté de la vie. Dans ce magasin municipal seront mises en vente diverses marchandises, notamment des pommes de terre, haricots et fromages, que la population d'Étampes pourra acquérir « dans les meilleures conditions », c'est-à-dire moins cher que chez les commerçants privés. Le Conseil municipal envisage également de créer une boucherie municipale ou tout au moins une boucherie de viande frigorifiée, ce qui constitue un véritable défi, car « comment — en respectant les droits des commerçants — rechercher les moyens qui permettent aux consommateurs de vivre en attendant des temps meilleurs » ?

DES FINANCES COMMUNALES EN DIFFICULTÉ

Si elle rend service aux familles modestes, l'initiative du « magasin d'alimentation » coûte cher à la commune. D'une manière générale, les dépenses extraordinaires qu'elle supporte du fait de la guerre, et les moindres rentrées fiscales, pèsent de plus en plus lourd sur ses capacités financières. En juillet 1918, le maire-adjoint Léauté doit tirer la sonnette d'alarme : dès la fin du premier trimestre de l'année en cours, la Ville a épuisé ses réserves et le préfet lui conseille de réduire ses dépenses... L'époque ne connaissant pas encore les notions de « gestion de fait » et de « conflit d'intérêts », Marcel Bouilloux-Lafont trouve alors un moyen fort simple pour que la commune dont il est le maire dispose immédiatement d'un fonds de roulement de 50 000 F : « Il n'était pas possible d'abandonner l'œuvre de ravitaillement et de transport, notamment au cours du deuxième semestre : les transports ne fonctionnaient pas ou peu, les épiciers ne recevaient plus rien, les transports par automobiles étaient hors de prix, le recul des troupes françaises compliquait la situation. Les centres devaient vivre sur eux-mêmes. Aux 10 000 habitants d'Étampes, s'ajoutaient de nombreux émigrés.

Il fallait de toute nécessité avoir recours au ravitaillement par l'État, mais il fallait aussi trouver les ressources pécuniaires immédiates pour solder les achats [...]. [Comme il est] du devoir du maire de subvenir à ces besoins très pressants, il y est arrivé d'une façon très simple : en s'adressant pour éviter toutes formalités inutiles, à la banque qu'il dirige et à lui demander les ressources nécessaires pour parer aux besoins existants [...] C'est à lui, banquier, que s'offrait l'occasion de rendre service à la Ville ; il était naturel que, en tant que maire, il la saisisse en consentant à la Ville un emprunt sans intérêts ni commission, qu'elle rembourserait à son rythme [...] jusqu'à la fin de la période difficile. » Avec l'approbation du préfet, la banque Bouilloux-Lafont prêtera ainsi 100 000 F à la Ville, sans intérêts et jusqu'en décembre 1919. Ne pouvant signer doublement le contrat en tant que maire et banquier, l'homme d'affaires demandera à son fidèle maire-adjoint Auguste Lescuyer de parapher le document au nom d'Étampes.



QUE FONT LES FEMMES PENDANT LA GRANDE GUERRE ?

En 1914, *L'Abeille d'Étampes* évoque le rôle que la société concède aux femmes : l'idée de leur octroyer le droit de vote est absurde, et il faut condamner les « oisives », qui bavardent place du Port au lieu de remplacer — au travail — les hommes mobilisés. En ce début du XXe siècle, la femme fait encore figure de « citoyen inexistant » : elle ne peut conclure de contrat ou avoir une activité professionnelle sans l'autorisation de son époux. Mais avec la Grande Guerre, du jour au lendemain, « l'élément féminin » se trouve mis en demeure de prendre des responsabilités, ce qui va changer son mode de vie. Déjà avant 1914, les femmes qui travaillent à Étampes représentaient 36,7 % de la population active totale, et d'après le Dénombrement de la population de 1911 le taux d'activité féminine avoisinait 50 %. Or, la valorisation de l'homme pilier de la famille s'efface avec la mobilisation générale. Les femmes d'exploitants, celles des ouvriers agricoles et les enfants, effectuent la moisson et cueillent les fruits.

Etat des Dépenses
faites par l'Association des Dames Françaises pour la mise
en état du local du Collège au moment de la mobilisation et leur
affectation à l'Hôpital Auxiliaire.

63 10	Fourniture de la cuisine, fourniture, pots et agencement (non payés)	503	29
	Appropriation de la cuisine: Cloisons et menuiserie	125	55
	peinture	209	42
50	de la Salle des Officiers peinture	50	80
240	du Vestibule n° 2 peinture	240	73
10	de la chambre de l'Infirmerie Major peinture	10	90
63	entrée et Salle de bain peinture	63	85
	Téléphone des Vestibules à la cuisine (commun)	45	35
	Monte Charge: fourniture, voyage et montage. Ferrures (non payés)	501	-
63	Plomberie: Vitrerie et réparation des conduites d'eau de gaz (Plomberie)	63	-
	Devant: Achat et pose de portes aux fenêtres des Vestibules	93	-
426	Lumière: Frais de l'installation de la lumière électrique (fourniture)	-	-
142			
284			
787			
140			
927			
	Total -	1908	00

Champs le 28 janvier 1915.
Administrateur de l'Hôpital
Auxiliaire n° 217.
M. Fume

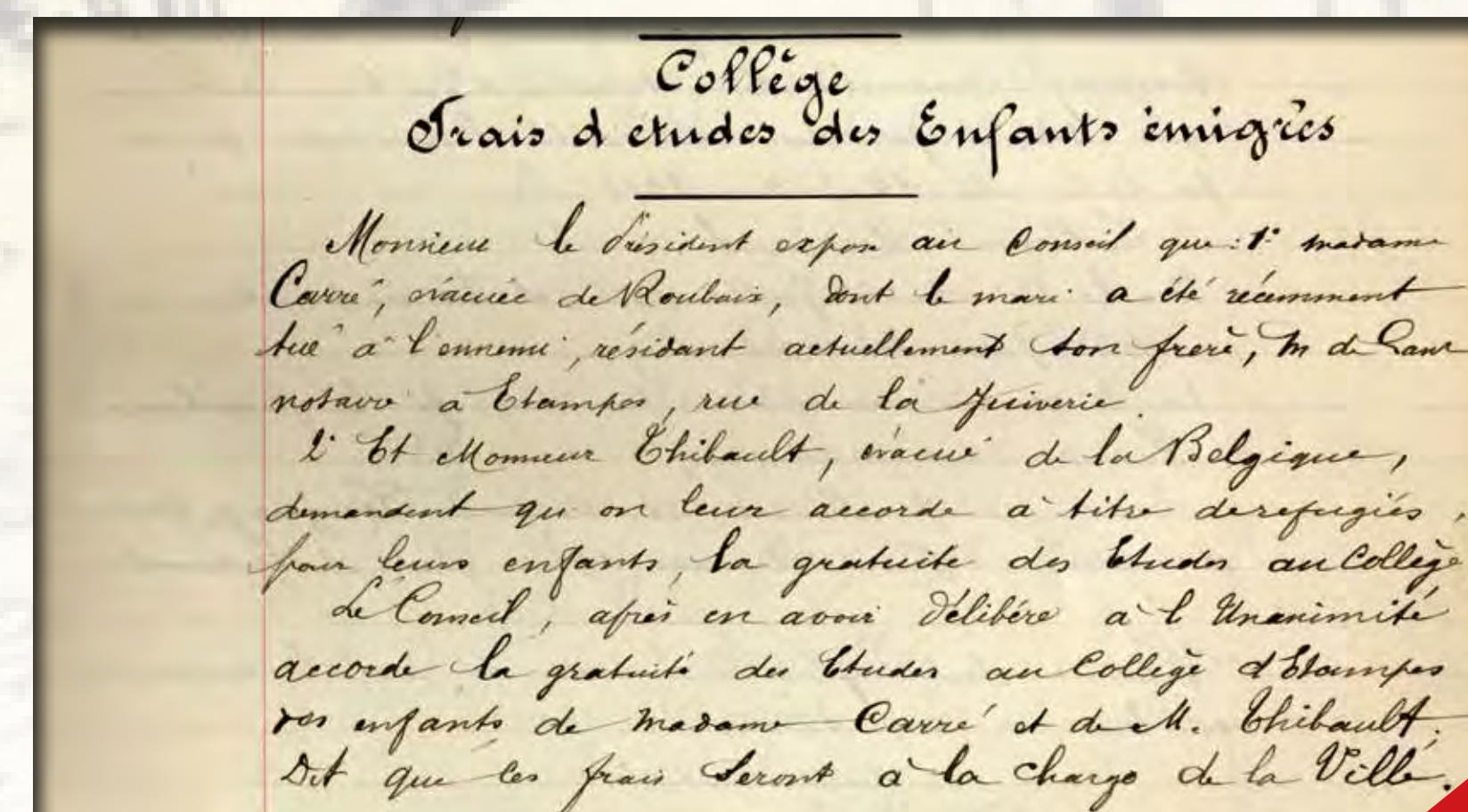
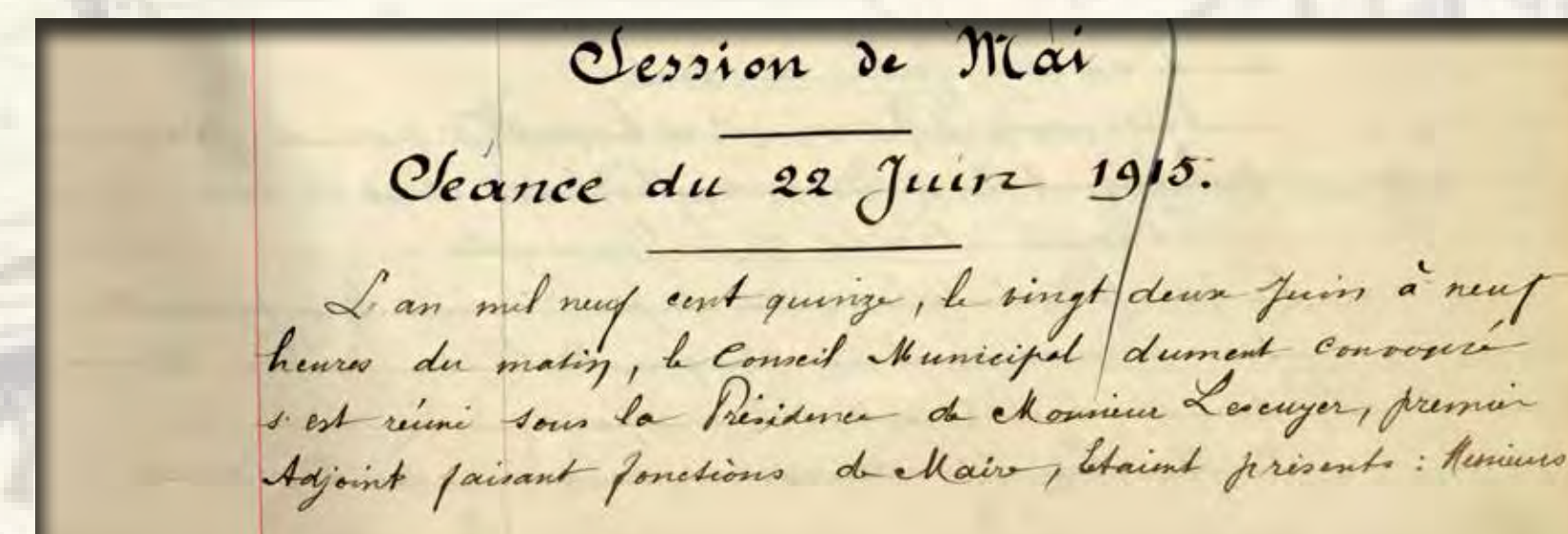
En août 1918, le montant de l'assistance aux familles nombreuses est fixé à 7,50 francs par mois. Ces aides renouvelées montrent la difficulté, pour celles ayant beaucoup d'enfants, à trouver du travail. Avec le départ des hommes à l'armée, 47 % des entreprises industrielles ont fermé, entraînant par ailleurs le chômage des hommes non mobilisés et des ouvrières. Entre femmes et soldats, la relation prend plusieurs formes : près du front ou à l'arrière, des infirmières soulagent, soignent les blessés. Les épouses, les marraines de guerre écrivent aussi aux soldats et leur apportent leur soutien. À Étampes, les infirmières installées dans le collège fournissent 31 000 journées d'hospitalisation et soignent 644 blessés, jusqu'en 1917. Et, une fois la paix revenue, les jeunes filles de la bourgeoisie s'emparent ou construisent des opportunités d'émancipation : elles se présentent au baccalauréat, voyagent...



LES ENFANTS DANS LA GRANDE GUERRE À ÉTAMPES

Avant comme après l'Armistice, les enfants subissent souffrances et deuils. De plus, par une volonté politique que soutiennent les valeurs de la société, ils ont été mobilisés au titre de la propagande, pour adhérer et partager la « culture de guerre ». Enfin, leur implication a conforté les combattants dans le bien-fondé de leur lutte. La place des enfants est bien sûr « à l'arrière ». Dès la mobilisation, pères, grands frères et fils aînés sont partis à l'armée, et même en cas de reprises par des membres de la famille leurs différentes activités ont souvent périclité, alors que le salaire féminin (quand il existe) s'est révélé la plupart du temps insuffisant pour assurer la subsistance de ceux qui restent. Dès lors, des Institutions sont intervenues pour parer à la misère : la municipalité d'Étampes, des associations confessionnelles et laïques, l'œuvre des pupilles de l'école publique, et (à partir de 1917) l'État (avec l'adoption des pupilles de la Nation).

Grâce à un don, le Conseil municipal attribue le 18 mars 1919 des aides aux veuves et aux mères. Un livret de Caisse d'épargne doté d'un montant de 200 francs est décerné à 49 enfants de l'école primaire. La propagande a su utiliser l'argument de la responsabilité envers les plus jeunes pour mobiliser les combattants : « C'est pour assurer l'avenir [des enfants] que leurs aînés sont à la frontière », assurait le Recteur de l'Académie de Paris, au collège d'Étampes, dès le 29 août 1914. Un an plus tard, le 13 juillet 1915, le palmarès des prix du collège a été lu à la mémoire des enseignants et anciens élèves morts au combat. Mais la parole ne suffit pas : « Il faut agir. Déjà les fillettes des écoles primaires, des lycées et des collèges sont à l'œuvre pour confectionner les vêtements chauds dont nos soldats ont besoin ». Elles se réunissaient également à l'Ouvroir, sous l'égide des sœurs, pour des travaux d'aiguille ou de tricot « utiles aux soldats ».



DES ALLEMANDS DANS LES RUES D'ÉTAMPES

Dès le début du conflit, la municipalité sollicite des autorités militaires la mise à disposition de prisonniers de guerre. Il s'agit pour elle de pallier au déficit de main-d'œuvre agricole et d'assurer la continuité des travaux d'intérêt général, ainsi le curage des rivières. Mais il faut attendre septembre 1915 pour qu'Étampes obtienne satisfaction. Pour avoir gain de cause, les élus se sont engagés devant l'État à n'exiger aucune subvention pour faire face aux dépenses induites par le casernement des prisonniers. En outre, une clause restrictive stipule que les soldats ennemis affectés à la ville d'Étampes et logés par elle pourront être répartis dans toutes les communes de l'arrondissement. Quatre équipes de vingt prisonniers allemands sillonnent dès novembre les rues de la cité, accomplissant diverses tâches — comme l'entretien du réseau de canalisations — ou étant prêtés à des maraîchers, des cultivateurs et même à des particuliers, toujours en vue de travaux agricoles.

Pour le cantonnement de ces ouvriers d'un genre nouveau [crédit photo : Bruno Durand], mais aussi de leur garde, la municipalité n'a d'autre choix que de passer des conventions avec les propriétaires de divers moulins, seuls immeubles capables d'accueillir ces hommes en grand nombre. Sont notamment concernées les dépendances des moulins Badran, sur la Chalouette, à Saint-Martin. En août 1916, elles comprennent trois bâtiments avec dortoirs, atelier, bains-douches, chambres pour les gendarmes, bureau des interprètes, corps de garde, chambre disciplinaire, salle de visite, infirmerie de dix lits et tisanerie. Si les prisonniers allemands cessent de travailler en juin 1919, quelques militaires français continuent à occuper le dépôt jusqu'au 6 août 1920. La « libération » des moulins Badran révèle l'ampleur des dégâts laissés par la troupe : ils sont estimés à près de 35 000 F.

